

IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques



FLASH ACTU LOGEMENT

JUIN 2023

CNR LOGEMENT : CRISE MAJEURE, RÉPONSES MINEURES

Ce lundi 5 juin, le Gouvernement a annoncé les propositions retenues à l'issue du Conseil National de la Refondation sur le logement. Si l'exercice était bienvenu pour faire un tour d'horizon concret des multiples enjeux qui touchent notre pays en matière de logement, force est de constater que le rendez-vous est manqué pour faire face aux retards, voire aux obstacles, accumulés par le parti présidentiel ces dernières années.

Alors que l'objectif du gouvernement était, jusqu'alors, de réduire les dépenses de l'État en matière de logement, le CNR constituait l'espoir d'un rattrapage inédit et de la construction d'une vision ambitieuse en matière de politique publique du logement.

Pourtant, après 6 mois de concertation, la mobilisation de 200 acteurs et des propositions concrètes et efficaces, le gouvernement n'en retient quasiment rien et la plupart des mesures annoncées sont loin du sursaut espéré. Entre le renforcement timide de certains dispositifs existants comme la garantie Visale, MaPrimeRenov', ou le fonds friche ; l'annonce de « nouveaux chantiers » aux solutions pourtant déjà largement identifiées, comme celui de l'accès aux logements en zones touristiques ; ou le soutien aux bailleurs sociaux sans évoquer les deux principaux freins à leur développement (hausse de la TVA et baisse des APL) ; l'effet est plus décevant que disruptif.

L'économie de moyens et de temps semble diriger les choix effectués par Matignon qui souhaite « travailler » encore. Pourtant, le sujet du logement n'a jamais été aussi urgent alors qu'il pèse intolérablement dans le budget des ménages, que l'accession à la propriété est paralysée, même pour les classes moyennes, que les demandes de logements sociaux ont augmenté de 7% en touchant des publics jusque-là préservés et que le mal logement progresse dangereusement avec plus de 14 millions de personnes fragilisées.

Professionnels de l'immobilier, associations comme élus, les participants du CNR s'accordent tous sur un indispensable réveil au cœur d'une crise croissante et n'ont pas manqué de faire part de leur déception. Avec mes collègues socialistes nous avons pourtant proposé, dès le début de la législature, des mesures fortes, souvent financièrement indolores pour l'État, comme la suppression de la niche fiscale très avantageuse au bénéfice des propriétaires de meublés de tourisme, la taxation des résidences secondaires dans les zones les plus tendues, la lutte contre le détournement de dispositifs fragilisant les locataires (comme les baux mobilité), le gel des loyers ou la rénovation énergétique sans restes à charges.

À côté du manque de clairvoyance du gouvernement, se pose la question de sa cohérence quand il clame son intérêt pour soutenir le pouvoir d'achat, atteindre le plein emploi et mener une politique pro-environnementale, car le logement occupe une place centrale dans ces chantiers.

Lors des Questions d'actualité au Gouvernement qui se sont tenues mardi après-midi, j'ai interpellé la Première Ministre sur la crise du logement qui se cesse de s'aggraver.

À la suite des conclusions du CNR Logement rendues hier, j'ai dénoncé des annonces insuffisantes au regard de l'ampleur de la crise.

J'appelle le Gouvernement à en prendre la mesure et à inscrire le sujet du logement à l'agenda parlementaire via une loi de programmation.



6 JUIN 2023

QUESTION AU GOUVERNEMENT
À LA PREMIÈRE MINISTRE ET AU
MINISTRE DU LOGEMENT SUR
L'INCONSISTANCE DES MESURES
ÉMANANT DU CNR LOGEMENT

"L'ensemble des acteurs du logement était suspendu aux annonces du gouvernement dans le cadre du Conseil National de la Refondation sur le logement. Mais beaucoup de bruit pour rien : vous passez à côté de vos propres ambitions. Si ce CNR a permis de mettre la question du logement au cœur de l'actualité : les réponses que vous apportez sont soit insuffisantes, soit décevantes. Ce n'est pas le constat d'un simple élu, mais celui d'une majorité d'acteurs : de la Fédération du Bâtiment à la Fondation Abbé Pierre. Difficile d'égaliser un tel naufrage".

POUR VOIR MA QUESTION

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

"Madame la Première Ministre,

J'aurais pu reprendre mot pour mot la question que j'ai moi-même posée le 26 juillet dernier. J'interrogeais alors les ministres de l'Économie et du Logement sur la spéculation immobilière qui frappe bon nombre de nos territoires.

Depuis...10 mois ont passé et la crise du logement ne fait que s'aggraver. À votre conscience de la situation que le ministre du Logement qualifie de « bombe sociale », s'oppose l'inconscience de votre inertie.

L'ensemble des acteurs du logement était suspendu aux annonces du gouvernement dans le cadre du Conseil National de la Refondation sur le logement. Mais beaucoup de bruit pour rien : vous passez à côté de vos propres ambitions.

Si ce CNR a permis de mettre la question du logement au cœur de l'actualité : les réponses que vous apportez sont soit insuffisantes, soit décevantes. Ce n'est pas le constat d'un simple élu, mais celui d'une majorité d'acteurs : de la Fédération du Bâtiment à la Fondation Abbé Pierre. Difficile d'égaliser un tel naufrage. Et ce n'est pas moi qui le dis mais un ancien ministre du Logement !

Construction, rénovation, accès à la propriété, logement social, prix du foncier, mal logement, spéculation et encadrement des meublés de tourisme : les enjeux sont multiples et mériteraient une vraie loi de programmation.

À cela, vous préférez répondre par une kyrielle de nouvelles réflexions, superposées à des rapports, eux même héritiers de multiples concertations. Surtout, à cela vous préférez, sous couvert de ce « plan logement », faire 2 milliards d'euros d'économie, en sacrifiant le Pinel et le prêt à taux zéro, sans proposer d'alternatives efficaces. Il est temps de prendre vos responsabilités sur ce sujet de préoccupation quotidienne pour les Français.

Votre désintérêt favorise les maxi-propriétaires et dessert les plus modestes et les classes moyennes. Madame la Première ministre, il y a des dossiers qui vous semblent prioritaires : les drapeaux devant nos mairies, la réforme des retraites dont personne ne veut, le contournement toujours plus indécent des pouvoirs parlementaire dont nous aurons encore une brillante illustration jeudi.

Si vous mettiez autant d'énergie à traiter le sujet du logement qu'à empêcher les députés de voter, les constats seraient bien différents. À côté de votre manque de clairvoyance se pose la question de votre cohérence. Le logement occupe une place centrale : pour le pouvoir d'achat des Français, l'accès à l'emploi, l'environnement !

Quand pourrons-nous débattre d'une grande loi au sein de cette Assemblée ?"

La réponse de monsieur Olivier Klein, ministre du Logement, est accessible sur le portail vidéo de l'Assemblée nationale en cliquant ici :

LA RÉPONSE DU MINISTRE

